

ANALYSE - Les hedge funds suspendus aux nouvelles réglementations

- * A Genève l'arrivée massive ne s'est pas encore concrétisée
- * Les professionnels craignent la sur-régulation
- * La Suisse détient 30% du marché mondial des hedge funds

Par Robin Bleeker

GENÈVE, 29 juin (Reuters) - L'industrie des hedge funds s'interroge sur son avenir alors que menace une vague de régulation, mais considère toujours Genève comme un centre intéressant.

Pourtant, les annonces en 2009 de la venue des hedge funds britannique BlueCrest et Brevan Howard faisant espérer un mouvement de grande envergure vers la ville du bout du lac n'ont pas débouché sur un exode massif.

Un constat que partage Glen Millar, consultant chez Kinetic Partners, une entreprise spécialisée dans les services de logistique aux hedge funds.

En marge de la conférence sur le futur de l'industrie des hedge funds organisée lundi par Genève Place Financière, Stéphane Graber, délégué à la promotion économique du canton de Genève, a expliqué à Reuters "qu'il faut maintenant générer du développement et non pas de la croissance".

Un enjeu de taille, car Genève n'est pas l'unique destination des nouveaux venus. L'arc lémanique est également très prisé ainsi que le canton de Zoug. En outre, les sociétés de fonds alternatifs ne quittent pas complètement la City, Genève étant souvent considérée comme un complément à leurs bureaux londoniens.

Mais les atouts existent, comme l'a rappelé lundi Pierre-François Unger, conseiller d'Etat genevois, "la densité de décideurs dans l'arc lémanique est l'une des plus forte du monde et dépasse celle de Boston".

Toutefois, il a rappelé qu'il n'existe pas d'arrangements fiscaux spéciaux. "La loi est la même pour tout le monde", a-t-il précisé. Mais, "la place économique de Genève se doit de continuer à offrir le meilleur pour rester attractive".

A cet égard, la proximité du Cern (l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire) offre aux gérants des opportunités intéressantes pour ceux qui veulent disposer de professionnels fort en mathématiques et en modèles physiques.

LA RÉGLEMENTATION FAIT DÉBAT

Lors du débat dirigé par Rajna Gibson, professeur au Geneva Finance Research Institute (GFRI), les réglementations en cours d'élaboration ont posé des problèmes à un grand nombre d'intervenants.

A l'instar de ce qui se passe pour les banques, ces nouvelles règles handicapent les gestionnaires de petite taille. Steven Markowitz, directeur général de Lake Geneva Investment Partners, et récemment installé à Genève abonde dans ce sens.

D'ailleurs Rajna Gibson n'a pas manqué de rappeler que ce sont les banques et non pas les hedge funds qui sont à l'origine de la crise financière de 2008.

Pascal Botteron, directeur global des hedge funds, fonds communs de placement et fonds multi-managers chez Deutsche Bank, craint que les avantages réglementaires et fiscaux alloués aux fonds UCITS pourraient générer des risques auprès de tels instruments.

Michel Dominicé, associé chez Dominicé & Co Asset Management, se demande si les autorités "ont les outils nécessaires pour analyser toutes les informations qui leur serait fournie dans le cas d'une réglementation trop contraignante".

Au final, ce sera contre-productif pour l'industrie affirme-t-il. D'autant que les fonds alternatifs ont besoin d'innovation et de diversification. "Avec ces réglementations vous freiner l'innovation", lance-t-il.

Alexandre Meyer, directeur des risques opérationnels chez Lombard Odier Asset Management, estime qu'il faut tout simplement arrêter ces sur-régulations tout en précisant qu'il est parfois nécessaire d'avoir un léger contrôle.

REPRISE DES HEDGE FUNDS EN SUISSE

Selon le rapport produit par le Centre Alternative Investments & Risk Management du ZHAW (Université des Sciences Appliquées de Zurich) à la fin mai de cette année, le marché des fonds de hedge funds suisse est en reprise et l'industrie suisse conserve 30% du marché mondial des fonds de hedge funds.

La composition du marché suisse des hedge funds est en phase de restructuration. Il y a une forte institutionnalisation des investisseurs, puisque la part des privés est tombée depuis l'an 2000 de 54% à 24%.

Les fonds pour investisseurs qualifiés (offshore) ont augmenté de 41% l'an dernier. En outre, la corrélation entre l'âge d'un fonds et sa taille est manifeste. Les cinq plus grands du marché suisse gèrent ainsi plus de 60% des actifs.

(Edition Pascal Schmuck)

Wednesday, 29 June 2011 10:25:41RTRS [nLDE75Q1A2] {C}ENDS